Motion adoptée à l'unanimité par la Commission de la Recherche réunie le 25 juin 2020 et par le Conseil d'administration du 3 juillet 2020

Face au passage en force de la Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) devant les instances compétentes depuis le 12 juin 2020, les membres de la Commission de la Recherche et du Conseil d'administration de l'Université Paris 8 tiennent à rappeler leur profond attachement aux missions de service public de l'université et aux instances collégiales et représentatives, comme le Conseil National des Universités et le Comité National du CNRS.

C'est pourquoi nous tenons à exprimer notre rejet de la création des chaires de professeur.e junior, du CDI de mission scientifique (qui pourrait remettre en cause la complémentarité de la recherche et de la formation), des « dérogations au principe du recrutement par concours qui pourra s'effectuer sur titres et travaux », qui ne font qu'aggraver la précarité des personnels et des étudiant.e.s.

Nous demandons la suppression de l'article relatif au maintien en fonction des professeur.e.s et directeur.trices de recherche lauréat.e.s de grands appels à projets. L'éméritat est un dispositif suffisant.

Nous réaffirmons notre rejet de l'évaluation à la performance individuelle et de la mise en concurrence des individus et des établissements qui relève d'une logique de pilotage par le haut. Nous nous opposons à tout dispositif d'intéressement des personnels qui pourrait être fixé par le Conseil d'administration de même qu'à tout projet de modulation des services.

Devant la dégradation de nos conditions de travail, nous réclamons l'augmentation des financements récurrents aux universités et aux unités de recherche de même que la revalorisation de la composante de base des salaires. Nous manifestons nos plus vives inquiétudes quant au développement d'une recherche appliquée qui serait uniquement au service du secteur privé et sans garantie quant au développement de la recherche fondamentale.

Enfin, nous exprimons notre inquiétude face à la perte d'indépendance programmée des universités qui doivent pouvoir continuer à décider de leurs statuts, de manière démocratique.